DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE - 1e Circonscription - Canton NORD-EST

ELECTIONS LEGISLATIVES du 18 Novembre 1962



MARCEL GUÉNAULT, Candidat

MOUVEMENT REPUBLICAIN POPULAIRE



BERNARD MALET, Suppléant

CHERS CONCITOYENS,

Vous allez élire, le 18 Novembre, votre Député pour cinq années. Ces années seront décisives. **La génération d'après-guerre**, la plus nombreuse en France depuis cent ans, va arriver à l'âge d'homme **et aux responsabilités.**

Une transformation profonde de la France doit être entreprise dans ses structures politiques **et économiques.** Pour l'avenir, nous vous proposons, en sollicitant vos suffrages, trois objectifs fondamentaux.

- **UNE DÉMOCRATIE MODERNE**
- **L'EXPANSION ÉCONOMIQUE POUR PERMETTRE LE PROGRÈS SOCIAL ET FAMILIAL**
- **L'UNITÉ DE L'EUROPE POUR ASSURER LA PAIX, LA SÉCURITÉ ET LE PROGRÈS.**

UNE DEMOCRATIE MODERNE exige

- **un Gouvernement efficace,**
- **un Parlement utile,**
- **des Citoyens responsables.**

Le M.R.P., à l'égard de la Ve République, n'a pratiqué ni le soutien inconditionnel, ni l'opposition systématique. Il a approuvé, avec le Peuple Français, la Constitution de 1958, à laquelle il demeure attaché. Il a contribué à mettre fin à la guerre d'Algérie. En revanche, il a refusé de suivre le Pouvoir quand celui-ci a remis en cause la construction de l'Europe unie et cela s'est traduit par le départ de ses cinq ministres.

Pour l'avenir, le gouvernement d'une nation moderne doit être fort, à l'abri de l'instabilité. Mais le Pouvoir ne doit pas être isolé et confié aux technocrates. **Sans équilibre** des Pouvoirs et sans l'appui de la Nation, il **n'y a ni autorité**, ni démocratie véritable.

C'est pourquoi nous demandons que le Parlement exerce la **plénitude de ses droits législatifs et de contrôle ;** que les grandes forces de demain — les Syndicats et la Jeunesse — soient associées à une politique nationale ; que le pouvoir politique et la responsabilité économique soient solidement liés, mais non confondus.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE **doit se faire au bénéfice de tous les Français :**

FAMILLES, SALARIES, AGRICULTEURS, CLASSES MOYENNES, RETRAITES, JEUNES...

Le redressement financier, la stabilité monétaire, ont été obtenus, depuis quatre ans, aux dépens du niveau de vie de nombreuses catégories de Français : les vieux, les familles, les paysans. La justice sociale n'a pas été respectée. Les progrès de la productivité n'ont pas bénéficié à tous les travailleurs. Partisan résolu de l'expansion économique, le M.R.P. demande qu'elle profite à tous, et singulièrement à ceux dont les besoins sont les plus grands.

Il s'agit d'abord de vouloir une véritable politique des revenus. Pour commencer, il faut augmenter les **ressources :**

— des familles en rattrapant le retard pris par les Allocations Familiales sur les salaires ;

— des personnes âgées dont les prestations sont restées anormalement basses, ainsi que le plafond de leur versement ;

— des serviteurs de l'Etat qui ne doivent plus être des parents pauvres.

◆ Il faut hâter la suppression définitive des zones de salaires.

◆ Il faut démocratiser l'enseignement, dans le maintien de la liberté, le rendre accessible à tous les niveaux, à tous les enfants. L'équipement scolaire et le recrutement des maîtres sont très insuffisants.

◆ Il faut que l'Etat donne à chaque région un équipement routier, ferroviaire et fluvial, adapté à ses besoins et à ses possibilités pour assurer le développement régional.

L'aménagement du territoire est, en effet, la clef de tout l'avenir économique et social français.

Le déséquilibre entre Paris et la Province, entre les régions françaises, entre la Ville et les Campagnes, n'a pas diminué depuis quatre ans, au contraire. Cette évolution doit être combattue.

Pour cela, il faut donner tout son sens à la planification de l'économie :

— accélérer la décentralisation industrielle par les stimulants fiscaux et financiers, trop peu utilisés jusqu'ici.

— **prévoir une réforme du crédit et une utilisation plus** rationnelle de l'épargne française, insuffisamment investie.

— soutenir les réformes de structure indispensables à la **modernisation de l'Agriculture** et à la mise à **parité des Agriculteurs** avec les autres catégories sociales.

— mettre en place de véritables conseils économiques et sociaux à la tête de chaque région, dotés de pouvoirs d'information et, éventuellement, de décisions les plus larges.

L'EUROPE UNIE seule, permettra d'assurer NOTRE DEVELOPPEMENT — NOTRE SECURITE

L'Europe est en danger. Le moment est venu de savoir si l'Europe va être enfin pourvue d'une autorité politique seule capable de prendre les décisions devenues indispensables pour poursuivre et accélérer son unité économique elle-même.

En effet, seul un véritable gouvernement européen pourra définir et appliquer une politique européenne commune afin que l'Agriculture Française garde le bénéfice des accords de Bruxelles et améliore ses débouchés ; que soit accélérée l'harmonisation des salaires ; que soient réalisées une coordination de l'énergie et une harmonisation des investissements qui évitent le gaspillage.

Par delà son progrès économique, l'Europe doit assurer sa sécurité. Or, celle-ci ne peut être garantie que dans le cadre d'une défense européenne commune. C'est pourquoi le M.R.P. s'est déclaré hostile au principe d'une force de frappe atomique strictement nationale.

Une Europe unie sera respectée par ses adversaires et traitée en égale par ses alliés.

Une Europe unie permettra d'établir des relations durables avec les Pays Africains sur le plan économique et culturel. Elle disposera de meilleurs moyens pour aider à combattre efficacement la misère et la faim dont souffre la population des deux **tiers du globe.**

Nous entendons demeurer fidèles à la Démocratie qui doit être non **seulement sauvée**, mais **renouvelée.** La France de demain a besoin d'institutions équilibrées, de parlementaires dynamiques et compétents, d'une économie rénovée, afin de répondre :

— aux besoins des familles,

— aux aspirations des travailleurs,

— aux exigences de la technique,

— aux conditions difficiles de la vie internationale.

Cette grande tâche de l'avenir, nous vous demandons de l'entreprendre avec nous.

Beaucoup d'entre vous me connaissent. Jusqu'à ce jour, j'ai rempli de mon mieux les responsabilités qui m'ont été confiées. J'espère que vous me jugerez digne de votre confiance.

En 1927, alors âgé de 17 ans, avec quelques camarades, nous fondons la première section d'un mouvement de jeunes qui est la quatrième de France. J'en assume la Présidence Fédérale jusqu'en 1933. En 1934, avec d'autres artisans, je crée l'Union Départementale des Syndicats Artisanaux, dont j'assume la Présidence effective jusqu'en 1957, en même temps que la Vice-Présidence Nationale de la Confédération des Artisans.

De 1947 à 1954, la confiance du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales me portait à sa Présidence. J'assure également, pendant quelques années, la Présidence des « Castors Angevins ».

Prisonnier de guerre en 1940, je m'évade d'Allemagne, en mars 1942. Réfugié en zone sur, je milite dans les rangs de la Résistance. Arrêté par la milice française, en mars 1944, déporté à Buckenwald, je suis libéré le 4 mai 1945.

Conseiller Municipal d'Angers depuis 1952, je m'efforce, dans la mesure de mes moyens, de remplir ma fonction au mieux des intérêts de la population angevine. Sans doute, depuis le renouvellement de mon mandat, en 1958, cette action est-elle assez réduite ; les méthodes de travail appliquées par la nouvelle municipalité rendant l'action du groupe M.R.P. difficile et ses suggestions sans écho.

Voilà qui je suis.

Un homme qui, au contact des problèmes de chaque jour, aux besoins de toutes sortes, apporte toute sa bonne volonté en même temps que toute sa compréhension dans la recherche des solutions nécessaires au bien-être de tous.

La loi faisant obligation de la présence d'un suppléant, j'ai tenu particulièrement à être associé à un homme jouissant de l'estime générale et de la confiance de tous par les qualités de sa personne et par son sens du bien commun.

Mon ami, **Bernard MALET**, représentant de commerce, a bien voulu être à mes côtés. Avec lui, liés par un même désir de servir, nous formons le premier élément d'une équipe que nous constituerons avec les représentants de chaque catégorie sociale, afin que le travail de votre Député soit le résultat de la collaboration de tous.

Vous comprendrez que les Candidats que nous sommes ne vous tiennent pas de grandes théories sur l'avenir, familières aux « politiciens » exercés à cette gymnastique.

ELECTRICES ! ELECTEURS !

Ce programme doit se réaliser pour le bien-être des individus et des familles.

Notre pays se doit d'être l'exemple vivant de la solidarité humaine envers ceux qui souffrent (les 2/3 de la population du globe).

Cet idéal est à notre portée.

FRANÇAISES ! FRANÇAIS !

VOTRE VOTE, LE 18 NOVEMBRE PROCHAIN, SERA D'UNE IMPORTANCE EXCEPTIONNELLE.

VOTRE AVENIR EST ENTRE VOS MAINS. Avec vous, je me propose, si vous m'en jugez digne, de contribuer à sa réalisation.

Marcel GUENAULT

Conseiller Municipal d'Angers
Ancien Président départemental des Syndicats Artisanaux
Prisonnier - Médaille des Évadés
Déporté à Buckenwald - Médaille de la Résistance
Administrateur du Comité Interprofessionnel du Logement
Chevalier du Mérite Social

Bernard MALET

Représentant
Père de famille nombreuse

Imprimerie P. MOLLÉ, 26 Av. Pasteur — Angers